

La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT
Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr - Site : <https://www.ud71.cgt.fr>

Agenda 2023

Commission Exécutive

UD

- Mardi 11 avril
- Mardi 9 mai
- Lundi 12 juin
- Lundi 10 juillet
- Lundi 11 septembre
- Lundi 9 octobre
- Lundi 13 novembre
- Lundi 11 décembre



1^{er} mars 2023

AUTUN : La CGT reste mobilisée contre la réforme des retraites

Ce mercredi, la CGT s'est offerte grâce à la Foire du 1er mars une tribune pour rejeter une nouvelle fois la réforme de la retraite.

Distribuant tracts, les membres du syndicat essayaient de mobiliser les travailleuses et travailleurs en vie de la journée du 7 mars.

En attendant, laCGT, qui ne désarme face au projet d'Emmanuel Macron, organise ce jeudi soir, une retraite aux flambeaux, à partir de 19 heures devant la gare SNCF d'Autun.



1^{er} mars 2023

MACON : Agonie programmée du système de santé : la CGT en action devant l'hôpital



La pandémie de Covid a mis en évidence le caractère indispensable du service public hospitalier et de ses professionnels, tout en montrant que notre système de santé était défaillant à tous les niveaux. L'accès aux soins continue de se dégrader avec des services d'urgence régulés, des fermetures de services, de lits, la raréfaction de médecins généralistes/spécialistes sur notre territoire et des dépassements d'honoraires exorbitants.

Plus de 450 signatures de la pétition recueillies hier mercredi sur le stand devant le centre hospitalier de Mâcon, plus de 1000 au total en mâconnais, voilà un sujet d'actualité de la plus haute importance parmi tous les autres du

moment. Les retraités sont le plus démunis face à cette agonie du système de santé français. Eux, qui sont pour la grande majorité en besoin de soins, peinent de plus en plus à trouver un médecin référent. Des dépassements d'honoraires souvent facteurs d'impossibilité de se soigner sans une assurance complémentaire qui représente de plus en plus un fort pourcentage dans les budgets familiaux, des coûts de la vie en croissance permanente, le bilan est bien inquiétant aux dires des représentants syndicaux.

Ajouter à cela des spécialités hospitalières publiques qui ferment et qu'on ne retrouve que dans le privé ou alors plus à proximité, le tableau se noircit. Le manque de personnels à l'hôpital est criant et impacte des services entiers comme les urgences où les délais d'attente deviennent, certains jours et à certaines heures, accablants.

NON, les médecins, infirmiers, infirmières, aides-soignants ne boivent pas de café et ne s'amuse pas, ils sont saturés et fatigués après de longues gardes et harassantes gardes !

Pétition en ligne fin mars sur le site de l'Union départementale de la CGT retraités 71

2 mars 2023

MACON : Réforme des retraites : vers un mardi et un mercredi noirs ?

L'intersyndicale - CFDT, CGT, FO, FSU - s'active tous azimuts autour de Mâcon. Ce matin plus de vingt représentants syndicaux se tenaient à Charnay autour de deux ronds-points, celui de La Bâtie et celui de la Poste pour informer sur les journées du 7 et du 8 mars.

Pas de blocage de circulation lors de la distribution de tract, juste un bon ralentissement que la grande majorité des automobilistes comprenaient et accueillait avec le sourire, voire des coups de klaxon. Une visite de la police nationale accompagnée de la municipale de Charnay pour rappeler les règles de sécurité et de courtoisie du code de la route auront, entre autres, agrémenté ces actions syndicales.

Mâcon sud, Mâcon nord et aujourd'hui Mâcon ouest, allons-nous vers deux jours noirs la semaine prochaine ? Les actions s'intensifient alors que débute aujourd'hui le débat sur la réforme des retraites au Sénat.

2 mars 2023

AUTUN : Marche nocturne contre la réforme des retraites

Au lendemain d'une distribution de tracts sur la Foire du 1er mars et avant la grande journée d'actions du 7 mars, la CGT organisait ce jeudi soir une manifestation, toujours contre la réforme des retraites. Manifestation qui présentait l'originalité de se faire à lumière des flambeaux.

Une centaine de personnes ont répondu à l'invitation du syndicat. La manifestation s'est déroulée entre la Gare SNCF d'Autun et l'hôtel de Ville. » L'objectif de ce rassemblement, c'est que les gens parlent entre eux en vue de la journée du 7 mars », explique Rémi Fonvieille, secrétaire de l'Union Locale CGT.



6 et 7 mars 2023

TORCY : Les salariés d'Ormazabal sont en grève pour revaloriser leur salaire

C'est une première à l'entreprise Ormazabal, le groupe de l'entreprise Ormaposte qui fabrique des postes de transformation électrique, située sur la zone industrielle de Torcy, les salariés. **Pas loin de 90% sont en grève depuis ce lundi matin 4h30 et comptent la poursuivre si la négociation avec la direction à partir de 15h30 n'aboutit pas.**

Dans le cadre de la NAO (négociation annuelle obligatoire), le syndicat CGT de l'entreprise avait demandé une augmentation générale collective des salaires de 12.5% le mois dernier et une prime de 1000 €. « La direction a proposé une hausse de base de 2.7% et une prime représentant 3% du salaire de base annuel », rapporte Arnaud, délégué syndical CGT. « Nous sommes loin du compte » ajoute-t-il. D'où le piquet mis en place depuis ce matin. La négociation doit reprendre à 15h30 avec la direction. « Nous demandons **une hausse de 5.5%** car à ce stade de la négociation, la majorité du personnel y compris administratif ne souhaite pas que je signe un accord ce lundi après-midi » indique-t-il.



Les salariés demandent :

- Le montant de 100 € de la prime production qui bascule en salaire : les salariés non concernés demandent une équité de traitement et réclament le versement de ce salaire supplémentaire pour l'ensemble du personnel.
- **L'augmentation générale de 2.7%** : les salariés l'estiment insuffisante vis-à-vis de l'inflation et **réclament 5.5% d'augmentation.**
- La mise en place d'une augmentation de salaire par rapport à l'ancienneté dans la fonction de 3% pour 3 ans, 6 ans, 9 ans et 12 ans, les salariés revendiquent 1% par année d'ancienneté et que ce pourcentage soit pérennisé en cas de changement de poste de travail en cours de carrière.
- **La prime de 1000€ net pour résultat exceptionnel des AS en production de postes : les salariés revendiquent le versement de la prime dès 2023 sur la production de 2022.**

Journée d'action du 7 mars 2023

LE CREUSOT: Des rassemblements un peu partout et notamment sur le site industriel, contre la réforme des retraites

La journée a débuté par des rassemblements à l'appel des syndicats, pour mettre la France à l'arrêt. On a pu constater peu de circulation en ville... Comme au temps du confinement.



côté en direction d'Alstom.

C'était annoncé : Dès 7 heures ce matin, les syndicats avaient appelé à un rassemblement

contre la réforme des retraites, du côté de la porte Magenta, pour «mettre la France à l'arrêt».

Sur le site industriel, un premier rassemblement avait lieu à l'intersection du boulevard de l'Industrie qui mène d'un côté à Thermodyn et de l'autre



Rassemblement aussi devant la route qui mène justement à Alstom, jusqu'à Altéad.

Manifestation aussi devant l'entrée de l'usine SAFRAN (Snecma), avenue de l'Europe.

Du côté de la fonction publique, l'entrée du centre technique de la ville du Creusot était bloquée et fermée, rue Anatole France et un rassemblement avait lieu à l'entrée de la déchetterie, à côté du centre de secours. La grande manifestation, prévue ce mardi après-midi, doit aller de l'Alto jusqu'à Magenta

LOUHANS : Environ 300 personnes manifestent à Louhans

La manifestation de Louhans est sur le départ la place de la Charité. Une foule importante s'est réunie pour un rassemblement qui se déroule une demi-heure plus tôt que d'habitude, avec un parcours plus long pour passer devant les grandes surfaces de la commune.

Le cortège est parti à Louhans, environ 300 personnes battent le pavé. "Macron croyait que c'était fini, et bien non", crie un syndicaliste au micro. Direction Leclerc pour pointer du doigt la responsabilité des grandes surfaces dans l'inflation actuelle.

GUEUGNON: Une centaine de salariés et retraités bloquent l'usine Aperam

Afin d'apporter leur pierre à l'édifice d'un blocage national, l'intersyndicale organisait ce mardi matin un rassemblement devant l'usine Aperam de Gueugnon afin de bloquer les camions. Une centaine de personnes se sont ainsi retrouvées devant le poumon économique de la ville.

Des ouvriers de l'entreprise mais également des retraités et des salariés de FPT et des Papillons blancs qui ont ensuite pris la direction de Montceau afin de grossir les rangs de la manifestation.



TOURNUS: Une manifestation historique dans les rues de Tournus

Ce mardi 7 mars, la contestation contre la réforme des retraites s'est invitée pour la première fois dans les rues de Tournus à l'appel de l'intersyndicale CGT- FSU et CFDT. Entre 220 et 300 personnes se sont rassemblées devant la mairie avant de défiler dans la ville.



De mémoire de Tournusiens, cela faisait plus de 30 ans qu'une manifestation n'avait pas rassemblé autant de monde dans les rues de Tournus. Marc Vessiller, délégué FSU dans l'Éducation nationale n'avait jamais vu ça : « Il n'y a pas souvent de manifestations à Tournus. Et quand il y en a, c'est pour un sujet bien précis, comme des contestations au sein d'une industrie locale. Aujourd'hui, tous les secteurs et toutes les générations sont représentés avec des ouvriers, des lycéens, des retraités, des demandeurs d'emploi. C'est pour cela que nous voulions organiser une telle manifestation à Tournus. Beaucoup de gens ne peuvent pas se

rendre dans les grandes villes et c'est une manière de donner la parole à la France dite profonde. »

Michelle La Torre déléguée CGT a été la première à prendre la parole sur la place de l'Hôtel-de-Ville à 11 heures. « Notre volonté est de faire plier le gouvernement pour qu'il annule cette réforme. La retraite à 60 ans est possible. Nous voulons une autre répartition des richesses et une cotisation sur les dividendes à la même hauteur que sur les salaires. »

Les lycéens mobilisés

Les lycéens de Gabriel-Voisin et du lycée horticole ont aussi pris la parole pour dénoncer cette réforme. « La jeunesse se mobilise car c'est notre avenir qui est en jeu. Nous sommes également opposés à une militarisation de la jeunesse avec le SNU (Service national universel), tout comme nous restons mobilisés pour l'écologie. Après le barrage filtrant de ce matin, nous en organiserons un autre jeudi matin. »

Après les discours, les organisateurs ont entrepris de défiler dans les rues, en accord avec la gendarmerie. Au plus haut moment du cortège, on dénombrait entre 230 et 300 personnes, selon les différentes sources. Autant de monde qui a bloqué une partie de la route départementale avant de revenir dans le centre-ville. « On sent bien que ce combat n'est pas juste pour la retraite, conclut Marc Vessiller. C'est le sens même du travail qui est en jeu, avec les salariés contre le capital. Et cette mobilisation est à la hauteur du mépris du gouvernement sur cette contestation.»

MACON : Forte mobilisation encore dans la ville préfecture

Le nombre de manifestants a atteint les 7000 personnes ! Ainsi un record battu à Mâcon ! Et ça continue aujourd'hui mercredi.

Les syndicats avaient prévenu : si le président de la République et le gouvernement maintenaient cette mesure, ils s'engageraient pour le blocage du pays. Quelques barrages filtrants ont eu lieu ce matin à Mâcon, circulation vite rétablie par les forces de l'ordre.

Au départ de la place des Cordeliers à 14h30, les manifestant.e.s se sont dirigé.e.s vers la permanence du député Benjamin Dirx, puis vers la préfecture avant de rejoindre les quais.

Arrêt devant la permanence du député. Les lycéens et lycéennes donnent aussi de la voix, et pas seulement pour les retraites mais aussi contre les guerres ...



AUTUN : Un très gros milliers de manifestants contre la réforme des retraites



C'était la journée phare dans la lutte contre la réforme des retraites. Les syndicats voulaient envoyer un signal fort. Et force est de constater qu'à Autun, l'appel des organisations syndicales a été entendu. Ce mardi après-midi, pas moins d'un gros milliers de personnes ont défilé dans les rues de la cité éduenne. Pour eux, une seule solution. Le retrait pur et simple du projet de réforme. Plus tôt dans la journée, les syndicats avaient organisé plusieurs actions, comme un barrage filtrant installé au petit matin au rond-point de Légion, mais également une présence devant des usines autunoises comme Dim ou Nexans.

CHALON: La Barre des 10000 participants franchie ?

Les organisations syndicales promettaient de bloquer le pays ce mardi 7 mars 2023 à l'occasion de la 6ème journée de grève et de manifestation contre la réforme des retraites. À Chalon-sur-Saône, plus de 11 000 personnes ont défilé. C'est un record depuis le début de la mobilisation en janvier. Selon les forces de l'ordre, il y avait 9000 personnes. Plus de détails et retour en images avec Info Chalon.

Quelque 3,5 millions de personnes ont manifesté ce mardi 7 mars en France pour la sixième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, a annoncé Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, 1,28 million selon le Ministère de l'Intérieur.



Le défilé à Chalon-sur-Saône cet après-midi a réuni 9000 personnes selon la Police, plus de 11 000 d'après l'Intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, SUD-Solidaires, FSU) voire jusqu'à 15 000 selon les plus optimistes. Quoiqu'il en soit, c'est du jamais vu depuis le début de la mobilisation en janvier.

En raison de la présence de la fête foraine, le point de départ de la manifestation qui a lieu à 14 heures 30 fut le parking de la Base nautique Adrien Hardy et le Boulodrome.

L'impressionnant cortège s'est dirigé vers le Pont de Bourgogne, longeant le Colisée, avant de se rendre dans la zone commerciale Chalon Sud puis une fois qu'il a emprunté le Pont Jean Richard, il a traversé notamment l'Avenue Niépce, le Boulevard de la République, la Rue Général Leclerc, le Quai Sainte-Marie avant de disloquer, une fois revenu à son point de départ.

Journée d'action du 11 mars 2023

LE CREUSOT: Près d'un millier de personnes ce samedi matin

Ils étaient près d'un millier ce samedi matin devant l'Alto pour participer à la manifestation appelée par l'intersyndicale contre le projet de retraite à 64 ans.



L'intersyndicale ne rate jamais une occasion depuis le début des manifestations contre la réforme des retraites. À chaque passage devant la permanence parlementaire du député Rémy Rebeyrotte, des syndicalistes et manifestants stoppent le cortège à son niveau et réalisent « un petit geste de sympathie », comme ils disent. Ce samedi, à l'occasion de la 6^e mobilisation au Creusot qui a rassemblé entre 500 et 600 personnes selon la police et les syndicats, le cortège est passé deux fois devant les lieux. Deux occasions de « marquer le coup ».

Lors du premier passage, deux fumigènes ont été craqués sur le rebord de la vitrine de la permanence. Et une affiche disant « réforme des retraites, c'est non ! » a été collée sur la devanture. Lors du deuxième passage, l'arrêt a été cette fois plus long avec des manifestants qui s'en sont donné à cœur joie. Syndiqués, militants politiques (notamment du NPA) et féministes ont « refait la déco trop sobre » avec des stickers mettant en avant leur refus de la réforme.

« Nous ne sommes pas dupes »

« On a du mal avec le député, qui refuse souvent de débattre ou de nous recevoir pour aborder les points injustes de la réforme, disent des responsables syndicaux. C'est pour cela, qu'à chaque fois, nous lui rappelons que nous sommes là, toujours mobilisés. » « Avant chaque manifestation, ils vident le bureau, pour faire comme s'il était libre. Mais nous savons que c'est pour nous éviter. Mais nous ne sommes pas dupes », rigole une manifestante.

Nul doute que si la nouvelle mobilisation annoncée pour mercredi est amenée à passer par la rue Leclerc, de nouveaux stickers pourraient fleurir la vitrine de la permanence parlementaire.

MACON: Encore une forte mobilisation dans la ville préfecture



Comme prévu, le cortège de l'intersyndicale s'est mis en mouvement vers 11 heures. Après la mobilisation record de mardi, les rues du centre-ville de Mâcon connaissent encore une forte affluence ce samedi, avec 3000 participant.e.s (annonce en fin de manifestation) selon les syndicats, 900 selon la police.

Alors qu'au Sénat l'examen du texte entre dans sa dernière ligne droite, celui-ci devant s'achever d'ici dimanche minuit, vendredi, le gouvernement a fait usage de l'article 44.3 de la constitution, qui permet un vote

unique sur l'ensemble du projet de loi. La mobilisation de ce samedi a réuni 300 000 personnes à Paris, 80 000 personnes à Marseille et 18 000 à Lyon d'après les syndicats... A Chalon l'intersyndicale annonce 2 500 manifestants, 1 800 selon la police.

AUTUN: 150 personnes pour dire non à la réforme

L'intersyndicale avait préféré un rassemblement à une manifestation.

Pour la septième journée d'action contre la réforme des retraites, l'intersyndicale autunoise avait fait le choix d'un rassemblement au lieu d'une manifestation dans les rues du centre-ville.

C'est donc sur la Terrasse de l'Europe, devant le Kiosque Louis Renault qu'environ 150 opposants au recul de l'âge de départ à 64 ans se sont retrouvés pour échanger et écouter les discours de leurs responsables syndicaux respectifs.



MONTCEAU: 7^e jour de mobilisation

Ce samedi 11 mars, l'intersyndicale du bassin minier a organisé la 7^e journée de mobilisation contre le projet de réforme des retraites avec un rassemblement sur la place de la mairie et un défilé dans les rues du centre ville.



Ils étaient encore près de 1000 manifestants dans les rues montcelliennes pour montrer leur opposition à ce projet de réforme des retraites qui est loin de faire l'unanimité.

Après une mobilisation historique mardi dernier, avec plus de 30 000 manifestants en Saône et Loire, les représentants syndicaux appellent à ne pas relâcher la mobilisation et à amplifier les luttes dans les entreprises.

CHALON: 2500 manifestants à Chalon

Pour cette septième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, samedi 11 mars 2023, un rassemblement était organisé à Chalon-sur-Saône. Après une très forte participation mardi, le cortège était nettement moins étoffé ce matin, avant un nouvel appel à manifester, mercredi 15 mars. Plus de détails sur Info Chalon.

Nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites, à Chalon-sur-Saône, ce samedi 11 mars 2023.

La manifestation était prévue à 10 heures, Place Pierré Sémard (ex-Place de la Gare).

Mardi, plus de 11 000 personnes selon l'Intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, SUD-Solidaires, FSU) , 9000 selon la Police, sont descendues dans les rues de la Cité de Niépce pour manifester.

Toutefois, pour cette 7ème mobilisation contre le projet de réforme des retraites, la mobilisation était nettement moins forte par rapport à mardi ainsi qu'au premier samedi de mobilisation.

Pour la deuxième fois depuis le début de la mobilisation en janvier, l'Intersyndicale avait choisi d'organiser un rassemblement un samedi matin (le 11 mars) «pour permettre à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de faire grève, de se joindre au mouvement».



Journée d'action du 15 mars 2023

MONTCEAU: Le site Enedis bloqué



Tout en haut d'une nacelle, flottait le drapeau CGT, ce mercredi matin sur la zone d'activités du Prélong à Montceau. Le mouvement avait été lancé, vers 7 h 30. Un barnum bloquait l'accès au site montcellien d'Enedis.

« Nous souhaitons engager un véritable rapport de force, cette semaine. Et on continuera jusqu'au retrait de cette réforme des retraites », prévenait ainsi Régis Sarandao, le secrétaire de la CGT Mines-Energies en Saône-et-Loire. Une vingtaine de salariés étaient ainsi rassemblés devant le site, avec un service rendu réduit au strict nécessaire.

« Tout ce qui est lié au dépannage et à la sécurité est maintenu. Par contre, les travaux programmés ne sont pas assurés », précisait le syndicaliste. La mesure concernait le Bassin minier et l'Autunois. La veille, pareil mouvement avait été initié sur le site de Paray-le-Monial.

LOUHANS: 140 manifestants pour la 8^e journée de mobilisation

La 8e journée de mobilisation contre la réforme des retraites a rassemblé 140 manifestants venus exprimer leur colère. Après un départ aux alentours de 10 heures depuis la place de la Charité, le cortège s'est rendu au rond-point de l'Europe, avant de faire une boucle pour passer devant la gare, rejoindre ensuite les Arcades avant de terminer, deux heures plus tard, devant la sous-préfecture de Louhans. Pétards, fumigènes, tambours et banderoles étaient de la partie.

La manifestation se termine doucement à Louhans. « Le gouvernement a un problème avec le débat. C'est une lutte d'ampleur historique qui a lieu sur l'ensemble du territoire. Poursuivons la grève. Partout, organisons-nous pour en finir avec la retraite à 64 ans », souligne David Musart, secrétaire de l'UL CGT du Louhannais. Celle-ci rappelle le convoi à 13h30 pour rejoindre le cortège chalonnais en début d'après-midi.

A Louhans, le cortège composé de quelque 140 manifestants s'est élancé. Tambours, pétards et fumigènes accompagnent les banderoles de revendications.

Les véhicules sont bloqués au rond-point de la place de la Charité.



TOURNUS: 150 manifestants dans les rues



Le record du 7 mars n'a pas été battu, mais pour l'intersyndicale CGT-CFDT-FSU qui avait appelé au rassemblement ce mercredi à Tournus, l'essentiel était d'offrir aux locaux une possibilité d'exprimer leur désaccord sur la réforme des retraites. Au plus fort de la manifestation, ils étaient ainsi un peu moins de 150 à protester dans les rues de Tournus, soit moitié moins que le 7 mars. Un sondage à main levée a permis de s'apercevoir que la majorité des personnes présentes était absente la dernière fois. La CFDT, FSU et les lycéens ont quant à eux fustigé le déni de démocratie.

Le maire, Bertrand Veau, a également pris la parole pour exprimer son opposition à la réforme, aussitôt salué par les applaudissements de la foule : « Le gouvernement ferait mieux d'employer son énergie à trouver des emplois pour les moins de 30 ans et les seniors. » Après les discours, un défilé a été organisé, bloquant une partie de la route départementale et le centre-ville pendant une heure.

BOURBON LANCY: rassemblement devant FPT

Après plusieurs rassemblements devant l'usine Aperam à Gueugnon, c'est à Bourbon-Lancy que l'intersyndicale s'était donné rendez-vous ce mercredi 15 mars. Environ 80 personnes étaient ainsi présentes devant l'usine FPT, plus gros employeur privé du département, dès 9 heures. Une matinée de mobilisation et d'opérations de tractage pour sensibiliser les automobilistes à leur cause.

Avant de se disperser et de rejoindre la manifestation de Montceau-les-Mines, les manifestants ont reçu la visite d'Édith Gueugneau, maire de Bourbon-Lancy. L'ancienne députée a profité de sa venue pour annoncer son soutien au mouvement de contestation et dénoncer la réforme des retraites.



LE CREUSOT: Les organisations syndicales ont réalisé des blocages filtrants à Torcy



L'intersyndicale multiplie les actions et appelle à une nouvelle mobilisation ce mercredi 15 mars 2023, jour de la Commission Mixte Paritaire. Après une nouvelle distribution de tracts mardi après-midi au centre commercial Leclerc du Breuil, les organisations syndicales CGT-FO et CFTD se sont retrouvées ce mercredi matin pour interpeller les professionnels mais aussi l'ensemble de la population, les retraités, les jeunes... Cette nouvelle étape de leur mobilisation commune s'est traduite par la distribution d'un communiqué Intersyndical 71 au rond point du Géant de Torcy : « Nous sommes là depuis 7 heures et comptons bien terminer notre action vers 12h30... »

ont expliqué les syndicalistes, une bonne cinquantaine, renforcés par plusieurs dizaines de citoyens. Patrick Martin pour l'Union locale CGT, Patrick Merliaud pour la CFTD et Gaëlle Develay pour le syndicat FO étaient présents. Ils ont rappelé qu'il s'agissait ce mercredi matin de réaliser un blocage filtrant (passage d'un véhicule toutes les deux minutes) permettant d'échanger avec les conducteurs sur la réforme. Ce qui a provoqué quelques ralentissements du trafic routier, notamment dans le sens Montchanin-Le Creusot à l'approche du rond point de Torcy.

CHALON: Le chant du cygne de la mobilisation ?

La huitième journée de mobilisation contre la réforme des retraites a rassemblé ce mercredi 15 mars 3500 personnes à Chalon-sur-Saône selon la Police, 5000 d'après les syndicats. Retour en images avec Info Chalon.

Quelque 5000 manifestants ont défilé à Chalon-sur-Saône ce mercredi 15 mars contre la réforme des retraites, selon l'Intersyndicale (CFTD, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, SUD-Solidaires, FSU), 3500 selon la Police pour la huitième journée d'action à l'appel des syndicats, organisée le jour de la commission mixte paritaire au cours de laquelle députés et sénateurs se sont accordés sur un texte commun.

C'est davantage que lors de la septième journée, samedi, qui avait vu plus de 2500 personnes défiler, selon les syndicats, mais moins que le 7 mars, quand plus de 11 000 personnes s'étaient mobilisées.

Mis à part un très bref sit-in au niveau du Pont Jean Richard, peu suivi d'ailleurs, et deux arrêts symboliques, un du côté de la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône et un autre non prévu à la base du côté de l'Obélisque, notons qu'aucune action particulière n'a émaillé la manifestation qui s'est déroulée dans le calme.

Le défilé de la 8ème journée de mobilisation qui faisait (peut-être) guise de chant du cygne a pris fin aux alentours de 17 heures avec sa dislocation devant la Maison des Syndicats d'où est parti le cortège.



AUTUN: 400 personnes dans la rue

Alors que députés et sénateurs planchent actuellement sur l'adoption d'un texte commun sur la réforme des retraites, une nouvelle journée de mobilisation contre cette dernière était organisée.

A Autun, la manifestation a rassemblé trois fois moins de personnes que la semaine dernière. En effet, ce mercredi après-midi, ils n'étaient que 400 manifestants à battre le pavé éduen. Et force est de constater que les opposants à la réforme ont pris leur temps. C'est sur un train de sénateur qu'ils ont défilé dans les rues autunoises pour ce qui est peut-être la dernière manifestation contre la réforme.

Chez certains manifestants, il y avait ce mercredi après-midi, une forme de résignation. « La réforme va passer, mais on sera resté jusqu'au bout », explique l'un des manifestants qui ne croit pas au recours au 49-3. « Ca mettrait plus le feu aux poudres qu'autre chose », indique-t-il. Sa voisine voit en effet l'émergence d'un consensus entre sénateurs et députés au sein de la commission mixte paritaire. « Les Républicains vont voter avec les députés macronistes », prédit-elle. Réponse dans quelques heures.



LE CREUSOT: Un millier d'opposants au Creusot



Moins pour la Police, plus pour les syndicats... Ce sont environ un millier de personnes qui se sont rassemblées, ce mercredi 15 mars, au Creusot. Après le regroupement devant l'Alto, à l'appel de l'intersyndicale, les opposants à la réforme des retraites ont pris la direction de la Croix Menée, par la rue Maréchal Foch.

C'est devant l'Hôtel-Dieu que la prise de parole a eu lieu. Les opposants à la réforme ont affirmé leur détermination à obtenir le retrait. Ils ont aussi annoncé qu'ils resteront mobilisés.

MACON: Forte mobilisation encore à Macon

Huitième mobilisation nationale contre la réforme des retraites, neuvième locale pour Mâcon, entre 1 500 et 3 000 manifestants ont été décomptés,

différence coutumière des chiffres entre police et intersyndicale. Ils sont moindres comparés au 7 mars dernier où les chiffres annoncés allaient de 3000 à 7000, record d'une mémorable journée de participation. Le comptage de l'intersyndicale semble, aujourd'hui, plus proche de la réalité, c'est ce qui apparaissait clairement aux dires des participants du cortège, des non encartés ayant aussi fait eux-mêmes des estimations se rapprochant des 3000 ...

Beaucoup de commentaires sur cette moindre participation face au 7 mars, coût des grèves successives devant l'inflation galopante actuelle et celle annoncée lors des prochains mois pour le panier de la ménagère aujourd'hui plus charriot familial de plus en plus onéreux, coût global de la vie depuis quelques mois, lycéens en pleins préparatifs du baccalauréat et en vue de parcours sup pour les terminales ... Ainsi les manifestants ne parlent pas d'essoufflement mais plus de second souffle à retrouver dans les jours qui viennent.

Les parlementaires de la commission mixte paritaire réunis ce mercredi à l'Assemblée Nationale sont parvenus à une version commune du projet de loi sur les retraites. Cette version sera alors votée par les sénateurs puis par les députés jeudi matin pour les premiers, jeudi après-midi pour les seconds. Vote crucial qui, demain soir, sera attendu par tous et définira les suites à donner par l'intersyndicale face au résultat.



MONTCEAU: 2500 manifestants dans les rues !

Ce mercredi après-midi, pour la 8ème journée de mobilisation contre le projet de réforme des retraites, la mobilisation ne faiblit pas puisqu'ils étaient encore 2500 à manifester leur opposition dans les rues montcelliennes.



Après des prises de parole sur la place de l'hôtel de ville, au nom de l'intersyndicale du bassin minier, demandant le retrait de ce projet de réforme des retraites du gouvernement Macron, le cortège s'est formé pour un défilé dans les rues du centre ville.

Le cortège a fait une première halte devant la permanence du député Margueritte avec un lancer de confettis lui indiquant que les électeurs de la 5ème circonscription se souviendront...

Les manifestants ont effectué un 2ème arrêt au carrefour des Alouettes pour une distribution de cartons rouges à Elisabeth Borne pour son projet, à Olivier Veran pour ses propos stipulant que les manifestants allaient conduire le pays à une grave crise financière, écologique et j'en passe..., à la commission mixte

paritaire qui a balayé d'un trait les amendements liés à la pénibilité, ...

Un groupe de 300 manifestants n'a pas repris la marche et est resté au carrefour pendant un long moment avec peut-être l'envie de se rendre sur la RCEA ?

La police a sommé plusieurs fois les manifestants de quitter les lieux pour entrave à la circulation. Après trois quarts d'heure, le groupe a repris le chemin du centre ville sur la chaussée.

En fin de manifestation, une dernière prise de parole pour notifier « qu'il n'y aura que des perdants et des perdantes avec cette réforme. Nous serons attentifs pour voir la suite et maintenir localement la pression. Dans les entreprises, il faut déposer les cahiers de revendications adossés à cette réforme... »

17 mars 2023

CHALON et LUX: Entre 80 et 150 manifestants sur les ronds-points

Ce vendredi, l'intersyndicale a organisé deux blocages à Lux et Chalon, suite à l'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement. Entre 80 et 150 personnes se sont rassemblées au rond-point de Lux puis à celui de la Cartonnerie Laurent, près de Leclerc, pour entraver la circulation.

Dès 7 h 30, ce vendredi, l'intersyndicale a organisé une action de blocage sur le rond-point de Lux. « On fait un filtrage pacifique pour protester contre la mise en place du 49.3 par le gouvernement, ce jeudi. On parle avec les automobilistes qu'on bloque et ils sont avec nous ! », a assuré Patricia Baudrand, membre de l'Union locale CGT de Chalon. Avec elle, entre 80 et 150 manifestants ont déployé des pneus sur la route pour arrêter les voitures. « On les bloque seulement cinq minutes.

On veut prouver au gouvernement qu'on peut montrer notre mécontentement sans débordement.

On va bloquer Chalon, au moins toute la matinée, et on recommencera tant qu'on ne se fera pas entendre ! »

Malgré les embouteillages, l'action s'est effectivement déroulée dans une ambiance bon enfant.



Certains automobilistes ont encouragé les syndicats en klaxonnant. « Bon courage, on est avec vous ! Ne lâchez rien », a même lancé un conducteur après avoir baissé sa vitre à hauteur des syndicats. La police et la gendarmerie étaient présentes sur place pour encadrer la manifestation.

Laquelle a pris fin à 9 h 40. Les manifestants se sont ensuite dirigés vers un second rond-point, celui de la Cartonnerie Laurent à Chalon, proche de Leclerc, en zone industrielle nord.

Après avoir participé à l'installation de pneus et de barrières en bois à chaque entrée, Pierre, membre de l'union locale Solidaires 71, a pris la parole à l'aide d'un micro. « Notre colère est énorme ! Le gouvernement ne fait pas que piétiner les droits et les acquis sociaux obtenus par les citoyens, mais également le droit parlementaire. Certes, l'article 49.3 est inscrit à la Constitution, mais il n'est pas démocratique. »

• Un appel à la grève jeudi 23 mars

Au même moment, un routier déjà arrêté a commencé à s'impatienter. « J'ai un rendez-vous, laissez-moi passer ! » Debout à même pas un mètre du nez du camion, Régis Belin n'a pas lâché l'affaire. « Je suis un ancien Gilet jaune, donc j'ai déjà vu pire. Je suis ici pour ma petite-fille et mes enfants car je suis déjà à la retraite. Je pense que la mobilisation va se durcir dans les jours à venir, mais il ne faut pas uniquement qu'elle soit syndicale, mais bien citoyenne ! » Et il ne croyait pas si bien dire. À côté, un manifestant distribuait des tracts aux voitures, appelant à rejoindre la « grève et manifestation, jeudi 23 mars ». À midi, cette deuxième et dernière action de la journée à Chalon, a pris fin.

« Je les soutiens et je leur donne du courage mais j'aimerais bien aller travailler. » Alina Stoica, médecin au centre hospitalier

Le gouvernement nous entube depuis le début. Je marque un temps d'arrêt avec mon camion pour montrer mon soutien. Dominique Blanchard, routier

18 mars 2023

SEVREY : Un piquet de grève pour de meilleurs salaires à Amazon

Ce samedi, une quinzaine de salariés d'Amazon se sont relayés devant le site afin d'empêcher l'accès de l'entrepôt aux camions de livraison et d'expédition. Le portail est fermé, des pneus sont en feu devant les grilles et les poids lourds obligés de faire demi-tour. Il s'agit d'un mouvement national lié aux négociations salariales dans l'entreprise sur fond d'opposition à la réforme des retraites : « Nous resterons tant que nous n'obtiendrons pas une proposition sérieuse de la part de notre direction », déclare Antoine Delorme, délégué syndical CGT.



CLUNY : Barrage filtrant

Samedi, vers 8 h 30, une trentaine de manifestants, dont quelques lycéens, se sont rassemblés à l'entrée de Cluny pour protester contre la réforme des retraites et l'utilisation du 49.3 par le gouvernement. « C'est un déni de démocratie », jugeait l'un d'eux. Pour marquer leur « colère », ils ont organisé un barrage filtrant sur la RD980. Ce qui a engendré quelques ralentissements sur l'axe principal de Cluny. Ensuite, quelques manifestants ont pris la direction de Mâcon pour le rassemblement organisé sur l'esplanade Lamartine.

LUX : Blocage de l'accès du Leclerc



L'intersyndicale bloque l'accès au Leclerc de Lux dans le Chalonnais ce samedi matin. Des chariots ont été disposés autour du rond-point d'accès à l'hypermarché. Les clients font demi-tour, d'autres s'énervent. Mais au final cela restera un blocage express puisqu'à 10h30, c'était déjà fini. Les chariots ont été enlevés par le service de sécurité de l'hypermarché. Mais l'intersyndicale ne s'interdit pas de mettre en place d'autres actions surprises de ce type dans la journée.

MACON : Rassemblement et blocage sur le quai Lamartine

Plus de cent manifestants, 150 selon la police, syndiqués (CGT-FO-FSU--CFDT-MNL), citoyens non encartés, familles, se sont retrouvés ce matin à partir de 11 heures pour bloquer la D906 en face la statue de Lamartine et de l'hôtel de ville alors que le marché hebdomadaire se déroulait. Après un barrage filtrant provoquant un grand bouchon visible jusqu'au pont de Saint-Laurent et au rond-point de l'Europe, la police municipale établissait une déviation Nord-Sud pour écouler le flot de circulation plus que dense les samedis matin à Mâcon.

Ambiance calme mais une atmosphère d'exaspération se faisait sentir dans les rangs, la prise de parole pour l'intersyndicale de la responsable de l'Union locale CGT témoignait de celle-ci et annonçait un durcissement des actions pour la semaine à venir appuyé par le slogan repris en groupe "Elle est à qui la rue ? A nous, A nous, A nous !" Les voies de circulation ont été libérées vers 12 h 15.



20 mars 2023

GUEUGNON : Rassemblement devant Aperam



Depuis 4h du matin, une vingtaine de salariés bloquent l'accès de l'aciérie APERAM. La mobilisation ne faiblit pas malgré l'échec du vote de la motion de censure du gouvernement ce lundi 20 mars 2023. Entre des barricades et les feus de palettes, on aperçoit la banderole "64 ans, c'est non ! Usine bloquée".

Un mouvement de colère qui a débuté le 19 janvier 2023, début de la réforme des retraites. Un appel à la grève de 2h par poste à l'appel de la CGT. Mais le blocage est mis en place depuis ce matin. "Le but c'est de taper directement dans le porte-monnaie. On veut dire stop au gouvernement qui méprise la démocratie, qui est passé en force avec le 49.3", explique Maxence Jouhandeaud, secrétaire général de la CGT. Pour lui, le gouvernement est loin de la réalité du travail. "Dans notre entreprise, on a des salariés qui ont fait 30 ou 40 ans de travail en posté en 3x8. On sait qu'ils perdent plus de sept ans d'espérance de vie." Pour lui, à partir de 60 ans, les conditions de travail ne permettent plus de poursuivre leur activité.

MACON : Un barrage filtrant en début de matinée au nord

Ce lundi, dès 7 heures, une cinquantaine de manifestants ont répondu à l'appel de l'intersyndicale, à Mâcon, pour s'opposer à la réforme des retraites et à l'utilisation du 49.3. Pour se faire entendre et distribuer des tracts « afin d'informer les habitants des actions à venir », les militants ont organisé un barrage filtrant au niveau du rond-point d'Auchan. D'autres manifestants étaient postés quelques dizaines de mètres plus loin, sur un giratoire situé sur un axe parallèle à la RD 906. Cette action a engendré des ralentissements importants à l'entrée nord de Mâcon.

« Cette journée est décisive », indiquait sur place Émilie Quandalle, secrétaire de l'union locale de la CGT, en référence aux motions de censure programmées à l'Assemblée nationale. Après une heure sur les ronds-points, les militants ont levé le barrage pour prendre la direction du Spot, où se tenait l'assemblée générale des salariés de Régilait. La réunion a été symboliquement retardée.

Cette semaine, l'intersyndicale mâconnaise va poursuivre ses actions. Avant le grand rassemblement de jeudi après-midi, les manifestants ont prévu de bloquer une entreprise ce mardi matin. « Les gens sont en colère, nous n'allons rien lâcher », assurent les responsables syndicaux.



CHALON : L'intersyndicale s'en prend à la permanence du député Marguerite



Ce lundi 20 mars, à 11 h 30, l'intersyndicale a mis en place une action devant la permanence parlementaire de Louis Marguerite (Renaissance), située dans le centre-ville de Chalon, au 11, rue au Change

• Mettre la pression sur le député avant le vote de la motion de censure

Une quinzaine de manifestants se sont rassemblés. Ils ont mis en place une pancarte devant la permanence, avec inscrit dessus : « Ton 49.3, c'est de la... » Des toilettes ont également été placées devant. Ils ont ensuite fait exploser des pétards dans la rue.

À travers cette action, ils souhaitent « protester contre l'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement, jeudi dernier ». Les manifestants espéraient également que leur venue mette la pression sur le député,

concernant la motion de censure votée ce lundi après-midi.

LE CREUSOT : 160 personnes devant la permanence du député Rebeyrotte

« Député inutile », « pourquoi tant de mépris », « à louer adepte du 49.3 », peut-on lire au Creusot sur la devanture de la permanence du député Remy Rebeyrotte, représenté par Oui-Oui, le personnage de dessin animé. Près de 160 manifestants s'y sont retrouvés ce lundi après-midi. « On est spécialement venu lui répondre après son communiqué. On a voulu marquer le coup. Il trouve le 49.3 "nécessaire", alors qu'une démocratie, c'est entendre la voix du peuple », assure l'intersyndicale en début d'après-midi.



À deux heures du début des discussions à l'Assemblée nationale, Paul Desautel, 79 ans, propose au député de « lui faire faire un stage dans une fonderie, dans l'artisanat, dans une école, ou à l'hôpital, enfin dans tous ces corps de métiers usants » pour réévaluer son positionnement politique.

Cette mobilisation, c'est la première concernant les retraites pour Salomé Marchand, 24 ans, qui « jusque-là n'y croyait plus » : « Ils passent toujours tout en force de toute façon, sans nous prendre en compte. Jusque-là, je préférerais les actions de blocage, qui touchent directement à l'économie puisqu'il n'y a que ça que le gouvernement comprend. »

CHALON : On appelle les salariés à se mettre en grève jeudi



Ce lundi 20 mars, entre 160 et 250 personnes se sont rassemblées devant la maison des syndicats, à 16 h 30. Le cortège s'est ensuite dirigé vers la sous-préfecture pour occuper les lieux durant près d'une heure. Les manifestants ont assisté au résultat du vote de la motion de censure, à l'issue de la mobilisation.

L'intersyndicale appelait à une mobilisation « calme mais déterminée », en ce lundi 20 mars. Entre 160 et 250 personnes étaient au rendez-vous à Chalons. Le cortège est parti à 16 h 30 de la maison des syndicats pour rejoindre la sous-préfecture. La tension était palpable, tandis que la motion de censure était en cours de vote à l'Assemblée nationale.

« Que la motion de censure passe ou non, on continuera à se mobiliser. Si on perd sur ce coup, on perd tout à jamais ! », assurait un manifestant.

D'autres étaient plus pragmatiques, comme Kévin Charpentier, 21 ans. « Je pense qu'il va manquer une dizaine de voix. Mais ça ne change rien à mon engagement ! Je serai d'ailleurs présent jeudi. »

La prochaine journée de mobilisation se déroule effectivement le 23 mars, comme l'a rappelé Claude Cadot, secrétaire général de l'Union locale CGT, tandis que le cortège se rapprochait de la sous-préfecture. « On appelle l'ensemble des salariés à se mettre en grève et à nous rejoindre pour manifester dès 14 h 30, devant la maison des syndicats. »

• « Le résultat du vote n'est pas une surprise pour nous »

Arrivés devant la sous-préfecture, les manifestants ont accroché une banderole sur le portail. « Cassez pas notre retraite, cassez-vous », pouvait-on y lire. Vincent Castagnino (SNUipp-FSU), a pris la parole. « On est là aujourd'hui, car la sous-préfecture est un symbole de l'État. Si le 49.3 est constitutionnel, il va à l'encontre du consensus démocratique ! », clamait-il au micro, sous les applaudissements de la foule.

Après un arrêt d'une heure, le cortège est retourné vers la maison des syndicats, où le résultat du vote a été découvert. Pour rappel, la motion de censure transpartisane a été rejetée à seulement 9 voix près. « Ce n'est pas une surprise pour nous et ça ne change rien à notre détermination. Notre seule arme est de continuer à mobiliser les salariés. Il faut reconduire les grèves et bloquer les productions », a affirmé de façon déterminée, le secrétaire général de l'Union locale CGT.

MONTCEAU : 180 à 200 manifestants sur l'esplanade de la Mairie

Répondant à l'appel de l'intersyndicale, 180 manifestants se sont rassemblés à partir de 17 heures devant la mairie de Montceau pour manifester une fois de plus leur ferme opposition à la réforme des retraites.

Plusieurs délégués syndicaux ont pris le micro pour proclamer que « rien ne justifie cette réforme », rejetée par les syndicats et une majorité de Français.

Parmi les manifestants, Pierre délégué de la FSU : « Je participe depuis le début à toutes les manifestations pour exprimer mon refus de cette réforme injuste qui va pénaliser tout le monde, une mauvaise réforme basée sur les mensonges de Macron qui sacrifie une femme Première ministre pour la faire appliquer. »

Catherine, retraitée, militante CGT, est elle aussi en colère. « Je suis ici pour combattre cette réforme qui va obliger de travailler jusqu'à 64 ans, je me bats pour l'avenir de mes enfants et petits-enfants, pour les petits retraités à qui on a fait croire que le montant des retraites passerait à 1 200 euros, une arnaque, et les femmes seront les premières victimes si cette réforme est votée. »

À l'annonce du résultat du vote à l'Assemblée, Alain Davanture a exprimé sa colère au nom des retraités CGT : « Face à cette violence faite au monde du travail et à l'ensemble de la population nous allons durcir notre mouvement, la CGT demande aux travailleurs du privé comme du public à se mobiliser, ne rien lâcher, la lutte n'est pas terminée. »



21 mars 2023

GUEUGNON : La colère monte d'un cran



Les grévistes du géant de l'acier ont pris la décision de durcir leur combat contre la réforme des retraites en bloquant l'entrée des camions dans l'usine. Arrivés sur place à 4 heures du matin ce mardi, les frondeurs resteront sur place au moins jusqu'à mercredi soir.

Roumain, lituanien, allemand ou encore polonais, le parking de l'usine Aperam s'est transformé ce mardi 21 mars en un tour d'Europe des plaques d'immatriculations de poids lourds. Arrivés sur place à 4 heures du matin, une vingtaine d'ouvriers de l'aciérie, mais aussi de FPT à Bourbon-Lancy, ont pris la décision de bloquer l'entrée de l'usine aux camions.

• Une démonstration de force

Un acte de lutte plus virulent que les précédents qui s'explique en partie par le rejet de la motion de censure et la volonté d'être entendus : « L'objectif, c'est de peser encore plus fort, confie Jean-Luc Bois, coordinateur CGT chez Aperam. Il n'y a pas que les raffineries, il n'y a pas que les éboueurs, il n'y a pas que les profs. Il y a aussi la métallurgie qui est en action et on en fait la démonstration aujourd'hui. » Autour du feu de camp improvisé qui se nourrit de palettes, la réforme des retraites est, sans surprise, au centre de nombreuses discussions. Un café à la main, de nombreux grévistes énumèrent toutes les tâches de leur journée type qu'ils ne pourront plus assumer à 64 ans, tandis que d'autres profitent du contraste entre les flammes et l'obscurité pour laisser parler leur passion de la photographie. La lutte sociale, c'est aussi de la poésie.

• Un rythme de travail éprouvant

Parmi les principales inquiétudes quand l'âge avance, celle du rythme de travail. Chez Aperam, de nombreux horaires cohabitent, mais ce sont quasiment exclusivement des rythmes décalés, à l'image des 5/8 : deux matins de 4 à 12 heures, puis deux après-midi, de 12 à 20 heures, et enfin, deux nuits de 20 heures à 4 heures, suivis de quatre jours de repos. Un cycle qui se répète à l'infini.

Si cela permet de connaître son planning des décennies à l'avance, ce n'est pas sans conséquence sur la santé, physique comme psychique. « Tu es en décalage en permanence, raconte un salarié présent chez Aperam depuis six ans. Quand tu commences tes deux matins, la veille, tu ne dors pas. La nuit d'après, tu arrives un peu mieux à dormir. La troisième, tu dors encore mieux, sauf que tu es de l'après-midi, donc tu te lèves à 3 heures du matin alors que tu commences à 12 heures. Ça dérègle énormément. Tu ne peux pas faire ça jusqu'à 64 ans. Surtout les nuits. Quand tu es jeune, tu arrives à accepter le rythme, sauf qu'en prenant de l'âge, tu n'as plus la forme. J'ai des collègues qui, arrivés à un certain âge, n'en pouvaient plus des nuits. Ce sont des boulots physiques et à 64 ans, on ne peut pas monter 10 mètres d'échelle et marcher sur un rail étroit avec 20 mètres de vide sous les pieds, surtout sans un vrai sommeil. »

• Poursuite ce mercredi

Si la nuit est propice aux confidences, le lever du jour va faire naître une toute nouvelle ambiance. Les chauffeurs bloqués viennent boire un café et les soutiens arrivent au piquet de grève tout au long de la matinée. Salariés, anciens de la maison et retraités rejoignent le blocage pour s'opposer une nouvelle fois à la réforme des retraites et à l'utilisation du 49.3. Les habituelles chansons de manifestations ont laissé la place à Céline Dion et une playlist des années 80. Les grévistes rechargent les thermos, mangent un morceau. En place depuis 4 heures du matin, ils savent que la journée sera longue et grande consommatrice d'énergie. D'autant plus

« On appelle tous les travailleurs de la région à se mobiliser »

Ce blocage de l'usine Aperam n'est pas tombé du ciel, il est le fruit d'un combat de plusieurs semaines. « On est en grève reconductible sur le site depuis 15 jours, confirme Jean-Luc Bois, coordinateur CGT à Aperam. » Alors que le blocage a été reconduit jusqu'à mercredi soir, il n'est pas une finalité pour le salarié de l'aciérie : « Le but, c'est d'être mobilisés pour le jeudi 23, car c'est le jour de la grande mobilisation partout en France, donc ce blocage participe à la préparation de cette journée. On va s'organiser pour bloquer l'économie. » Les frondeurs espèrent même être un exemple et voir leur action se répandre : « On appelle tous les travailleurs de la région à se mobiliser, à organiser des actions un peu partout et, le 23 mars, à être dans la rue avec nous. »



Vote de Josiane Corneloup : « Nous ne sommes pas dupes »



Josiane Corneloup avait annoncé son intention de voter contre cette réforme des retraites. Si l'utilisation du 49.3 l'en a privée, la députée Les Républicains du Charolais-Brionnais a voté la motion de censure, allant à l'encontre des consignes de son parti. Un acte apprécié au sein des grévistes, qui se méfient toutefois de l'ancienne maire de Saint-Bonnet-de-Joux, comme en témoigne Yannick Segaud, élu CGT à la ville de Gueugnon : « Elle suit la population mais son parti voulait la retraite à 65 ans et plus. Est-ce que derrière, elle n'a pas l'intention, s'ils reviennent au pouvoir, de faire une réforme pire que celle-là ? Après elle est logique avec elle-même, elle voulait voter contre la réforme donc elle a voté la motion de censure. Un soutien ? 70 % de la population est hostile à la réforme, elle n'avait pas trop d'autres

solutions que de soutenir par cet acte-là. On n'est pas dupes non plus, on sait que ce qu'ils veulent, c'est que l'on travaille plus, donc je pense qu'elle a davantage voté la motion de censure dans le sens où elle voit les prochaines élections en se disant que les salariés vont s'en rappeler. Je le sens comme ça, mais on verra bien ce que ça donnera par la suite. Il faut lui reconnaître qu'elle a eu le courage d'aller jusqu'au bout. »

MACON : Des usines bloquées

Après un barrage filtrant lundi matin sur la RD906 au nord de Mâcon, l'intersyndicale mène une nouvelle action ce mardi matin. Depuis 7 heures des manifestants sont postés sur le parking d'Intermarché à Mâcon lieu de rassemblement avant le blocage de l'entreprise Itron, située rue Mermoz à Mâcon.

22 mars 2023

GUEUGNON : On est passé à une autre phase

En cause, la réforme des retraites. Élisabeth Borne a décidé de ne pas soumettre la réforme, qui repousse notamment l'âge de départ à la retraite à 64 ans, au vote et de recourir à l'article 49.3 de la Constitution. Dans la foulée, l'intersyndicale a annoncé une neuvième journée de mobilisation ce jeudi 23 mars. « Le 49.3, une motion de censure pas votée, et une démocratie bafouée », résume avec lassitude Olivier.

Dès 4 h du matin, ils ont donc décidé de durcir le mouvement. La nuit entre quatre et cinq volontaires ont tenu le piquet de grève pendant la nuit pour que rien ne soit enlevé. Eux aussi, comptent manifester pour cette neuvième journée de mobilisation. « Pour le moment, on appelle à monter sur Montceau-les-Mines, on regarde pour se libérer à plusieurs endroits. On est en train de regarder si on maintient notre piquet sur zone, ce qui va être sûrement le cas. » En fin de journée, les grévistes nous ont confirmé qu'une partie d'entre eux serait bien de retour, demain, dès 4 h du matin.



« On est passé à une autre phase », confirme un responsable CGT Julien Guyot pour qui le 49.3 est un élément déclencheur. Il y a aussi une part de nécessité pour ces hommes et femmes pour qui la réforme c'est « mourir au travail. Il y a dix ans encore, on avait des bistrotts à l'entrée des usines. Maintenant, on aura des pompes funèbres à la sortie », conclut Olivier.

MACON : Le site d'Itron immobilisé toute la matinée



« Notre présence ici s'explique par la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) au niveau du groupe. 110 licenciements sur les 145 salariés que compte le site de Chasseneuil-du-Poitou, dans le département de la Vienne en Nouvelle-Aquitaine, sont malheureusement programmés pour une fermeture complète de

l'unité de production l'an prochain. À terme, sur les 35 salariés restants, 10 seraient rapatriés sur Mâcon et les 25 autres seront invités à exercer leur activité à leur domicile. L'idée de notre mouvement d'aujourd'hui c'est de montrer aux dirigeants locaux que nous sommes et restons vigilants à ce qu'il se passe dans la Vienne, dans l'espoir que Mâcon ne sera pas une prochaine cible pour un groupe qui dégage d'importants bénéfices » explique Émilie Quandalle, secrétaire de l'union locale de la CGT.

CHAGNY: La CGT des cheminots dénonce la fermeture du guichet de la gare

Suite à l'article du JSL sur la fermeture du guichet de Chagny, deux représentants du syndicat CGT des cheminots ont souhaité dénoncer la régression des services offerts aux habitants du bassin chagnotin et aux touristes de passage, entraînée par cette décision de la Région Bourgogne Franche-Comté.

« Monsieur Neugnot, premier vice-président en charge des mobilités à la Région, affirme que le service de remplacement sera plus performant via un dépositaire privé, (en l'occurrence un buraliste). » Deux représentants du syndicat CGT des cheminots ont souhaité réagir suite à l'article du JSL paru le 4 mars, concernant la fermeture du guichet de la gare de Chagny (prévu en juin). « Nous voulons informer les usagers sur les conséquences directes que va entraîner cette fermeture sur leur quotidien. »

• Pas d'après-vente possible

Selon les syndicalistes, « le guichet apporte une plus-value certaine en matière de service de proximité, de conseil et d'assistance aux 5 500 habitants de la ville ainsi qu'aux 28 000 habitants du bassin chagnotin ». En effet, à partir de l'appareil prêté par la SNCF au buraliste, « il sera impossible aux usagers de faire un échange ou d'annuler leur billet. Il n'y aura également aucun remboursement possible et aucune vente de tickets internationaux ou spécifiques. Comme, les billets "congéés annuels" qui permettent, une fois par an, une réduction de 25 % sur les trajets. »

• Paiement uniquement par carte bancaire

Concernant les moyens de paiement, ils seront plus limités. « Le règlement ne se fera que par carte bancaire, même pour un ticket à 2 euros. Les espèces et les chèques ne seront plus acceptés. Aucun billet gratuit ne pourra également être délivré lorsque le client subit une rupture de correspondance. »

Enfin, ce service de remplacement entraîne, selon la CGT, « une baisse de la qualité de service. La formation du dépositaire ne dure qu'une heure contre trois semaines pour un guichetier. Le buraliste ne pourra donc pas informer l'utilisateur avec autant de précision qu'un employé de la SNCF. Il n'y a aucun intérêt de sortir de la gare pour acheter un billet quand le service rendu équivaut à celui du distributeur automatique déjà implanté sur le quai ».

AUTUN: La CGT tracte sur le marché

L'union locale CGT était mobilisée mercredi matin au centre-ville d'Autun, sur le marché. Une dizaine de syndicalistes ont distribué des tracts contre la réforme des retraites. Les syndicalistes ont donné deux rendez-vous pour ce jeudi 23 mars, l'un à 6 h au local de l'union locale, rue du Clos-Jovet, pour organiser les actions du matin, l'autre à 14 h 30 sur le parking de



la gare pour une manifestation. Les syndicats souhaitent que la mobilisation se poursuive jusqu'au retrait de cette réforme des retraites. En fin de matinée, les syndicalistes se sont réunis près du kiosque, sur la terrasse de l'Europe, où ils ont été rejoints par un groupe de retraités.

MACON : L'intersyndicale à l'action avec des citoyens devant le magasin Auchan



À la mi-journée, une quarantaine de personnes était mobilisée devant le magasin Auchan.

Intersyndicale et citoyens réunis pour continuer la lutte alors que s'invitait Macron pour un direct télévisé sur TF1 et France 2 après avoir refusé tout dialogue avec l'intersyndicale pendant des semaines, qui sont arrivées à faire des mois !

« Alors que partout en France des actions sont menées actuellement, manifestations, blocages de raffinerie, de dépôt pétrolier, barrages filtrants, que les étudiants débutent des actions de blocage de facultés... la lutte doit continuer, s'amplifier aujourd'hui, demain ... tant que la réforme ne sera pas retirée » annonce l'intersyndicale.

A suivi un barrage filtrant sur l'ancienne nationale, au rond-point des Marseillais, provoquant des ralentissements dans les deux sens nord-sud.

Des tracts ont été distribués pour appeler à manifester demain jeudi, rassemblement esplanade Lamartine à partir de 14 h 30.

LE CREUSOT : Nouvelle opération tractage pour les organisations syndicales

Dans un communiqué distribué à 1 200 exemplaires ce mercredi 22 mars 2023 sur le parking du Centre commercial Leclerc au Breuil et sur celui de l'Intermarché au Creusot, les organisations syndicales appelle la population à manifester encore plus massivement le jeudi 23 mars sur l'ensemble du territoire, pour dire non à cette réforme des retraites.

Dans son communiqué, l'intersyndicale signale qu'elle mesure avec gravité la responsabilité que porte l'exécutif dans la crise sociale et politique qui découle de cette décision. Il s'agit selon elle, d'un véritable déni de démocratie. L'intersyndicale ajoute que forte du soutien de la grande majorité de la population, mobilisée depuis des semaines, elle continue d'exiger le retrait de cette réforme en toute indépendance, dans des actions calmes et déterminées.

Elle décide de poursuivre la mobilisation et appelle à des rassemblements syndicaux de proximité ainsi qu'à une grande et nouvelle journée de grèves et manifestation ce jeudi 23 mars 2023. Ce mercredi matin Patrick Martin pour l'Union locale CGT, Patrick Merliaud pour la CFTD et Gaëlle Develay pour le syndicat FO étaient présents sur place. Ils ont pu ainsi discuter avec les gens, pour savoir ce qu'ils pensent de la situation.



AUTUN : Les retraités de la CGT manifestent pour le pouvoir d'achat



Les Unions Syndicales de Retraités représentant plus de 3000 adhérents CGT retraités de Côte d'or, Nièvre, Saône et Loire et Yonne se sont réunies à Autun ce jour. Parties prenante de la lutte pour le retrait de la réforme Macron-Borne, une distribution de tracts et prise de parole ont exprimés les revendications en matière de pouvoir d'achat face à l'inflation galopante ; santé et services publics. Les retraités seront bien évidemment mobilisés ce jeudi pour la journée nationale d'actions contre la réforme des retraites.

Journée d'action du 23 mars 2023

SEVREY : Amazon en grève depuis cette nuit

Amazon LYS1 la direction a fermé le site cette nuit à 1h30 faute de salariés pour travailler et oui sans nous, ils ne sont rien. Sans salarié pas de colis. Le site est toujours filtré ce matin. BVA1 site bloqué ce matin.



GUEUGNON : Les grévistes d'Aperam maintiennent le blocage

Pour la troisième journée consécutive, le site de l'aciérie était bloqué ce jeudi par des manifestants s'opposant à la réforme des retraites. Un mouvement qui prend de l'ampleur et qui commence à inquiéter la direction. Les visages commencent à être marqués par les cernes mais la détermination des grévistes d'Aperam ne faiblit pas.

Pour la troisième journée consécutive, ils maintiennent un blocage devant l'aciérie afin d'empêcher les camions d'entrer sur le site.

Et en cette journée de mobilisation nationale, ce n'est pas l'arrivée de la pluie qui va faire baisser les bras aux ouvriers, eux qui ont reçu un stock de bois durant la nuit afin d'assurer la bonne tenue du feu et qui ont installé deux barnums afin d'être à l'abri des gouttes.

• La direction inquiète

Si le mouvement s'organise chaque jour un peu plus et que de nouvelles têtes font leur apparition dans le rassemblement, la direction ne semble pas voir d'un bon œil ce blocage qui paraît parti pour durer. Dans un mail de Lionel Martin, directeur d'Aperam Gueugnon, adressé à tous les salariés et que nous avons pu nous procurer, il précise que « cette situation de blocage ne nous permet pas de livrer nos clients, au point de perturber gravement leur activité et si le blocage persiste, d'entraîner une perte de certains d'entre eux.

Nous avons besoin de satisfaire tous nos clients et n'en perdre aucun. Le blocage total des flux de l'usine, s'il persiste, va dans les jours à venir conduire à l'arrêt de l'activité, et dégrader encore fortement la situation de l'usine. Si la situation de blocage perdure sur cette fin de semaine, nous serons amenés à fermer temporairement le site par manque d'activité. Ce dont nous avons informé officiellement les autorités. »

Une vision de la situation que ne partagent pas les frondeurs, à l'image de Fabien Segaud, élu CGT chez Aperam et salarié de l'aciérie depuis 1999 : « C'est une vaste plaisanterie. Lionel Martin n'est jamais là, il n'est présent sur le site de Gueugnon qu'à 50 % du temps depuis des années puisqu'il est également directeur du site de Pont-de-Roide. On nous explique que c'est pour le bien de l'entreprise. Il pense gérer un site industriel de 750 salariés en n'étant présent que la moitié du temps. Il prouve qu'il ne sert à rien, c'est comme ça qu'on le voit. Il est incapable d'organiser l'usine depuis qu'il est là. Il est le roi de la désorganisation. Il dit que l'on met en péril l'usine, qu'il amène des chiffres pour le prouver. » Alors qu'une partie des personnes présentes se sont rendues à la manifestation de Montceau-les-Mines, des manifestants sont restés à Gueugnon afin que le piquet de grève reste en vie.

➤ Nous avons essayé de joindre Lionel Martin, directeur de l'usine Aperam, à plusieurs reprises mais nos sollicitations n'ont pas abouti.

AUTUN :

Barrage filtrant rond point

On recommence tôt, ce matin! Dès 6h chez Dim, et depuis 6h30 au rond-point de la Légion! Actions devant Dim et sur un rond-point.



TORCY :

Barrage filtrant rond point du bowling

La circulation est fortement perturbée ce jeudi matin au rond-point de Torcy où de nombreux syndicalistes réalisent des blocages filtrants.

Au lendemain de l'intervention

télévisée du chef de l'État, l'intersyndicale multiplie les actions et appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce jeudi 23 mars 2023. Après une nouvelle distribution de tracts mercredi matin au centre commercial Leclerc du Breuil, les

organisations syndicales CGT-FO et CFDT ont ciblé ce jeudi matin le rond-point jouxtant le bowling de Torcy pour une nouvelle opération qui a rassemblé plusieurs dizaines de syndicalistes et autant de citoyens : « Nous sommes là depuis 7 heures et comptons bien terminer notre action vers 12h30...» ont expliqué les syndicalistes qui ont rappelé qu'il s'agissait ce jeudi matin de réaliser des blocages filtrants permettant d'échanger avec les conducteurs sur la réforme des retraites. Ce qui bien sûr a provoqué de forts ralentissements du trafic routier, dans le sens Montchanin-Le Creusot à l'approche du rond-point de Torcy, mais aussi en provenance du Creusot en direction de Montchanin et en provenance de Montcenis et de Blanzay.

Dans le communiqué, les syndicats appellent les salariés et la population à se mobiliser fortement ce jeudi 23 mars et signalent que plusieurs manifestations intersyndicales sur le département auront lieu ce jeudi après-midi, à Autun à 14h30 place de la gare, à Chalon à 14h30 à la Maison des Syndicats, et à Montceau les Mines à 14h30 place de la mairie. Les policiers du Creusot étaient sur place en milieu de matinée. Ils ont échangé avec les responsables syndicaux sur l'organisation de la manifestation et se sont assurés aussi qu'aucun incident ne vienne perturber son déroulement.

CHALON: Blocage au lycée Pontus-de-Tyard

Un blocage pacifique s'est mis en place dès 7h50 devant les grilles du lycée Pontus de Tyard. Plusieurs dizaines de lycéens, pancartes et mégaphones en main, manifestent devant le lycée. "Ne nous regardez pas, rejoignez nous!" scandent ils à leurs camarade qui hésitent. Pour l'instant le blocage est pacifique. Six policiers assurent la sécurité et permettent aux élèves qui le souhaitent de pénétrer dans le lycée, le tout sous quelques huées. Quelques militants de la CGT sont sur place pour assurer la sono et venir soutenir les jeunes. Les syndicalistes vont prévoir d'autres actions dans la matinée sur le Chalonnais. Une des manifestantes en veut plus. " On va aller plus haut pour chercher d'autres élèves afin qu'ils rejoignent le mouvement !"



Les lycéens bloquent la rue qui permet d'accéder au parc de la biodiversité.

Une des meneuses exhorte les groupes d'élèves dispersés sur la route de les rejoindre dans le cortège. Pas facile.

Une mère a accompagné sa fille car elle voulait voir le blocage et soutenir les élèves. "Ils ont raison de se faire entendre. Ces jeunes ont le droit à la parole! Ils sont le futur et sont évidemment concernés par la réforme!"

Les lycéens vont rester devant le lycée toute cette matinée avant de rejoindre d'autres élèves du lycée Mathias vers la gare. Ensuite ils prendront part à la manifestation de cet après-midi.

LOUHANS : 200 manifestant défilent à Louhans



C'est parti à Louhans ! Environ 200 manifestants défilent actuellement dans les rues de Louhans pour protester contre la réforme des retraites. « Le 49.3, on ne l'accepte pas. On va prouver dans la rue que cette réforme n'est pas bonne. On y croit toujours » lâchent plusieurs personnes. Alors que les manifestants étaient rassemblés devant la mairie, l'alarme incendie de cette dernière a été déclenchée. « On n'a pas de doute sur qui a fait ça. On a évacué la douzaine de personnels par sécurité pendant quelques minutes mais tout est rentré dans l'ordre » explique Jacques Mougenot, 1er adjoint au maire de Louhans.

CLUNY : Une première manifestation à Cluny

200 personnes selon les forces de l'ordre, 300 selon les organisateurs. Partie ce matin vers 10 heures depuis le lycée, la manifestation est descendue jusqu'au centre-ville, rue Mercière, puis l'Abbaye de Cluny et l'Hôtel de ville. Beaucoup de monde qui devrait rejoindre Mâcon cet après-midi.





TOURNUS : 130 personnes mobilisés contre la réforme des retraites

Environ 130 personnes sont réunies ce jeudi matin à Tournus contre le projet de réforme des retraites. Parmi elles, beaucoup participent pour la première fois à ce rassemblement de Tournus.

MONTCEAU : Blocage de la RCEA

Hélicoptère, 50 CRS, lacrymos, des moyens importants mis en œuvre pour chasser les manifestants de la RCEA.

La manifestation contre la loi des retraites a encore mobilisé et rassemblé environ 5000 manifestants ce jeudi dans les rues montcelliennes.

Vers 16h 30, à hauteur de la 9ème écluse, le cortège s'est scindé en deux parties

La première a repris les quais alors que la seconde, environ 200 manifestants, a pris le chemin de la RCEA.

Malgré les recommandations de la police nationale demandant aux manifestants de rejoindre le parcours officiel, le groupe a continué sa route.

Les forces de police ont pris position sur la bretelle de droite, direction Chalon, Alors, les manifestants ont pris à gauche, la bretelle de sortie et ont envahi la voie express : rapidement les 4 voies furent bloquées dans une ambiance bon enfant !

Quelques échanges cordiaux avec les forces de police jusqu'à l'arrivée de plusieurs véhicules du PSIG.

Une cinquantaine d'hommes se sont déployés, ont pris position en deux groupes et ont fait usage de lacrymogènes sans sommation.

Les occupants de la RCEA ont repris la bretelle, puis l'avenue des Alouettes, direction le centre-ville.

À l'issue de ce cheminement, les forces de l'ordre ont interpellé 4 personnes et procédé à plusieurs contrôles d'identité.



CHALON : Echauffourée au péage de Chalon Nord

Ce jeudi 23 mars, à Chalon-sur-Saône, il y avait entre 4800 (Police) et 10 000 manifestants (syndicats) pour la 9ème journée de mobilisation contre la réforme des retraites et la première depuis le déclenchement du 49-3 et l'adoption de la réforme.

Après le rejet, pour neuf voix, de la motion de censure contre le gouvernement, lundi 20 mars 2023, et l'adoption en conséquence du projet de **réforme des retraites**, la mobilisation se poursuit et s'intensifie, partout en France.

À Chalon-sur-Saône, ce jeudi 23 mars 2023, à l'appel de l'Intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, SUD-Solidaires, FSU), **la manifestation a accueilli en son sein entre 4800, selon la Police, et 11 000 personnes, selon les syndicats.**



À une demi-heure du début de la manifestation, la Maison des Syndicats voit affluer une foule de plus en plus dense. Le cortège vient de s'élancer de la Maison des Syndicats et emprunte la Rue de Belfort. Parmi les manifestants, nombreux sont ceux qui croient encore à l'abandon de la réforme mais tous ont le sentiment de ne pas être écoutés par le gouvernement et, surtout, par le président de la République **Emmanuel Macron**.

Le cortège arrive Avenue de l'Europe. La foule reste impressionnante, preuve, s'il en faut, que les syndicats restent liés entre eux, ce qui donne de la force au mouvement.

«*On ne peut laisser faire et voir Macron faire passer une réforme si impopulaire*», réagit un manifestant.

Les manifestants arrivent au niveau du Péage Chalon Nord.

Au lendemain de l'interview du président de la République qui n'a pas dévié de son cap, réaffirmant que la réforme des retraites est «*nécessaire*», l'important était de marquer le coup pour l'Intersyndicale qui profite d'**un formidable regain de mobilisation** par rapport à la 8ème journée d'action du mercredi 15 mars dernier.

Une mobilisation bon enfant qui aurait dû s'arrêter là mais une partie du cortège en avait décidé autrement et certains manifestants ont décidé d'aller bloquer l'A6.

Les gendarmes présents ont alors fait barrage, la pression est montée d'un cran et les forces de l'ordre ont fait usage de bombes lacrymogènes, après une **vive échauffourée**.

Certains manifestants criaient : «*On est chez nous !*»

Après cette courte algarade, entre incompréhension et colère, **la tension restait vive**.

MACON : Blocage des deux ponts en même temps et convergence, surprise de l'intersyndicale !

Les syndicalistes avaient volontairement caché l'itinéraire de la manifestation, car il n'y en n'avait pas... L'objectif du jour était le blocage des deux ponts. Opération menée sans heurt des deux côtés, donc parfaitement réussie. Actualisé : encore plus de photos de la manifestation.

Alors que les organisateurs annonçaient près de 6 000 manifestants, ce 23 mars à Mâcon (3 000 selon la police), deux cortèges se sont déplacés distinctement au départ de l'esplanade Lamartine. Pas de marche en centre-ville cette fois-ci... l'un a pris la direction du Nord pour rejoindre le pont St-Laurent, l'autre la direction du Sud pour rejoindre le pont Mitterrand, avec un objectif : bloquer les deux ponts, en même temps ! Ce fut chose faite. Les deux cortèges se sont ensuite rejoints sur la rive de l'Ain pour se séparer à nouveau et se retrouver sur l'esplanade.

«*Nous avons fait exprès de ne pas trop en dire dans notre déclaration à la préfecture* » confie un syndicaliste en réponse au préfet quelque peu inquiet de ne pas avoir reçu l'itinéraire précis de la manifestation comme c'est le cas habituellement, «*car nous voulions bloquer les deux ponts en même temps et nous retrouver.* »



24 mars 2023

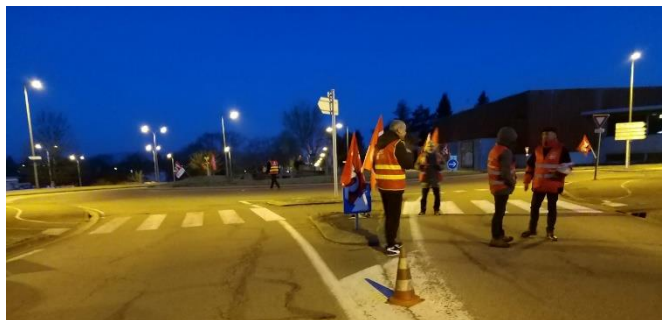
LOUHANS : Barrage filtrant rond point



Journée d'action du 28 mars 2023

AUTUN : Barrage filtrant

Ce matin, l'intersyndicale s'est levée tôt pour distribuer le tract d'appel à la manif avec un barrage filtrant sur les ronds-points autunois!



LE CREUSOT: La mobilisation a débuté ce matin sur le site industriel Magenta



Les opposants à la Réforme des Retraites et à sa promulgation se sont rassemblés boulevard de l'Industrie.

C'était annoncé: L'intersyndicale avait appelé à un rassemblement ce mardi 28 mars au matin, près du rond-point Magenta – ancienne porte Magenta – Boulevard de l'Industrie, sur le site industriel.

Une centaine de manifestants se sont rassemblés pour marquer leur détermination. «On attend le verdict du conseil constitutionnel et puis on pense qu'une grosse mobilisation peut obliger le Président de la République et le Gouvernement à ne pas promulguer la loi sur les retraites», assuraient plusieurs syndicalistes mobilisés,

alors que le thermomètre affichait encore une température négative. Après la mobilisation du matin, un rassemblement est attendu début d'après-midi devant l'ALTO avant un départ pour rejoindre le site industriel en défilé.

CHALON : Plusieurs kilomètres de bouchons rue Paul Sabatier

A Chalon, un barrage filtrant de l'intersyndicale a été installé au rond-point de l'usine Amcor, rue Paul-Sabatier. Une cinquantaine de manifestants selon les syndicats sont rassemblés depuis 7 heures ce mardi matin. La police met en place des déviations. Plusieurs kilomètres de bouchons se sont formés rue Paul-Sabatier, depuis le centre-ville de Chalon.

Pour l'heure, les manifestants comptent occuper le rond-point jusqu'à midi. Ils distribuent des tracts aux automobilistes appelant à rejoindre la manifestation à 14 h 30. Les syndicats craignent des débordements cet après-midi. « Ce n'est pas impossible que ce soit tendu », confie Claude Cadot, secrétaire général de de l'Union locale CGT de Chalon.

Un arrêté de la préfecture interdit tout rassemblement devant la gare de Chalon, cet après-midi. « On compte bien y aller malgré tout », avance de façon déterminée, Pascal Poyen, secrétaire général de Solidaires 71. Le cortège prévoit de passer par la zone sud plus tôt dans l'après-midi. « Il y en a certains qui vont essayer de rentrer dans le Carrefour », lâche un syndicat.



Certains salariés de l'usine Amcor sont en grève depuis ce matin. « Cette réforme est injuste pour les travailleurs qui ont des conditions pénibles comme nous. On travaille une semaine sur trois de nuit. Ça représente sept ans d'espérance de vie en moins lorsqu'on travaille de nuit. On ne pourra pas tenir jusqu'à 64 ans », déclare Philippe Kramer, délégué syndical CGT Amcor.

LOUHANS : Cortège clairsemé ce mardi...

La mobilisation appelée par l'intersyndicale n'a pas réuni autant de monde que les précédentes manifestations à Louhans. La faute, notamment, à la perte de salaire qu'induisent les journées de grève.

Après des manifestations d'une ampleur quasiment jamais vue dans la cité des Arcades, la 10^e journée de mobilisation contre la réforme des retraites n'a réuni qu'un modeste contingent. Ils étaient 140 à battre le pavé, ce mardi, bien en deçà des pics historiques du 31 janvier et du 7 mars.



En dessous également des totaux du premier cortège, le 19 janvier, ou de celui suivant l'interview télévisée d'Emmanuel Macron, jeudi dernier.

Alors qu'elle se disait ouverte à des actions « coup de poing » pour intensifier la lutte, l'union locale CGT du Louhannais tient à relativiser la baisse de la mobilisation observée mardi. « On n'est pas déçu du tout, affirme le secrétaire général adjoint, François Maître. Ce qui nous reconforte, c'est qu'on a le noyau habituel, mais qu'il y a aussi de nouvelles têtes. On serait le double, ce serait mieux, mais à Louhans, 130-150 personnes, c'est joli. » Car au 10^e jour de grève, pour certains, le portefeuille se fait

de plus en plus léger. Difficile de suivre le rythme des grandes villes et entreprises, où les salariés peuvent plus aisément tenir grâce aux caisses de grève. « Nous, on n'a pas de caisse de grève, explique Thierry Guyot, responsable au silo agricole de Branges. Je suis en grève, comme à chaque fois que je viens manifester.

Forcément, ça commence à peser. » À ses côtés, Nicolas Jacquinot, technicien grande culture et maire de Charette-Varennes, acquiesce.

Outre l'absence de caisses de grève en Bresse, David Musart, secrétaire général de la CGT du Louhannais, attribue aussi le faible nombre de manifestants aux multiples actions menées dans les communes alentour, en dehors des appels de l'intersyndicale. « Tout au long de la semaine, tous les jours, il y a des opérations sur le Chalonnais, sur Dole, sur Lons-le-Saunier... Les journées de grève s'accumulent pour certains salariés. La mobilisation est un peu en baisse, mais elle reste forte pour une manifestation louhannaise. »

Contrairement à jeudi, la jeunesse, qui avait pointé le bout de son nez, était par ailleurs aux abonnés absents. Les aînés ont assuré pour eux, se félicite Thierry Guyot : « Les personnes âgées profitent de la retraite, mais n'oublie pas que les jeunes doivent pouvoir en profiter aussi, quand leur tour viendra ».

Le mardi étant traditionnellement un jour de repos à Louhans, la déception des leaders syndicaux était toute relative. « On va continuer la lutte, on va continuer à appeler, on va essayer d'intensifier dans les entreprises », indique François Maître, promettant de ne rien lâcher jusqu'au retrait de la réforme des retraites.

MACON : 120 manifestants en soutien aux salariés en grève de la CPAM 71

L'intersyndicale a décidé d'un rassemblement dès ce matin devant la Caisse primaire d'assurance maladie. Pourquoi ce lieu ? « Parce que les CPAM du Creusot et de Digoin vont être vendues avant fin octobre de cette année sous des prétextes intolérables de sobriété énergétique et d'économie nous a-t-on annoncé mardi. Celle de Montceau est déjà fermée » ont dit les personnels en grève qui ont fait le déplacement depuis le Creusot, Montceau et Digoin ce matin pour rejoindre la CPAM de Mâcon rue de Paris. « Ce qui signifie du personnel sur la route et des assurés, jusqu'à 2h30 par jour pour certains et certaines, et des assurés qui vont perdre en qualité de service. » Au-delà des retraites, ce sont donc la sauvegarde des services publics et les salaires qui mobilisent les gens. La manifestation qui part de la rue de Paris prendra la direction de la préfecture.



TOURNUS : Le rassemblement commence place de l'Hôtel de Ville



Un peu plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT CFDT FSU ce mardi matin à Tournus. Michelle La Torre, de la CGT, a dénoncé "l'allocution insultante du président de la République qui attise les braises et la colère."

L'annonce de la fermeture de plusieurs sites de la CPAM dans le département a également été dénoncée par la syndicaliste. Les lycéens ont quant à eux fustigé les violences policières et l'image déplorable de la France à l'étranger.

Le défilé va partir pour le même parcours que les trois premières fois à Tournus, avec un blocage partiel de la

route départementale. À Tournus, le groupe de manifestants s'est scindé en deux au niveau de la gare. D'un côté, syndicats et étudiants continuent le parcours habituel en déambulant dans le centre-ville. De l'autre, le nouveau collectif Luttons en Tournugeois s'est dirigé vers le péage d'autoroute pour mettre en place un barrage filtrant, malgré l'interdiction de la préfecture.

MONTCEAU : CPAM, inauguration annulée

Le nouveau local de la CPAM de Montceau, rue Rouget-de-l'Isle, devait être inauguré mardi. Une inauguration qui a finalement été annulée au grand dam d'une partie des manifestants, principalement cégétistes, qui avaient réclamé en début d'après-midi le retrait de la loi sur les retraites. « Pour nous, explique Robert Wattebled au nom de la CGT, il était important de venir ici marquer notre soutien aux employés de la CPAM. Deux agences sont déjà fermées au Creusot et à Digoin, et il est prévu d'en fermer une troisième dans le département. Par ailleurs, la décision prise par la CPAM de supprimer les rendez-vous en présentiel porte une nouvelle atteinte au service public.



AUTUN : Moins de monde dans les rues



Au plus fort de la manifestation, soit jusqu'au carrefour du Vallon, où le blocage a créé quelques tensions entre automobilistes, repoussés dans le Chemin Saint-Matin, ils étaient 600, selon les forces de l'ordre. Un chiffre qui se rapproche du comptage effectué par les organisations syndicales.

Ce mardi, il y avait donc encore du monde dans les rues autunoises pour cette 10ème journée nationale d'action contre la réforme des retraites. Les opposants ont une nouvelle fois redit leur opposition au texte, dont le sort se joue désormais au Conseil constitutionnel.

Si depuis le début des manifestations, les chants et slogans se voulaient plutôt policés, certains entonnés

ce mardi ont choqué quelques personnes présentes dans le cortège, qui s'en sont émues auprès de votre serviteur. Ils pointent notamment le parallèle douteux créé entre la décapitation de Louis XVI et la volonté de certains à réserver le même sort à Emmanuel Macron. « Je suis là pour manifester contre une réforme, pas contre la personne qui en est à l'origine », explique un manifestant.

LE CREUSOT : Les agents de la CPAM ont alerté sur la fermeture

Jeudi après-midi, les agents de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Creusot ont manifesté contre la réforme des retraites. A l'heure du discours de l'intersyndicale, elles ont effectué une déclaration pour «alerter sur la fermeture annoncée» du bâtiment de la CPAM au Creusot.



Leur déclaration :

«La Sécu du Creusot est en danger !

Nous, salarié-e-s de l'assurance maladie du Creusot avons appris mardi dernier, que le bâtiment historique de la sécu va être mis en vente ! Tout cela dans un délai de 6 mois !

Au motif d'un souci économique et écologique, tous les salarié-e-s seront rattachés à d'autres sites du département ! Bel impact écologique généré par tous les véhicules des salarié-e-s de la CPAM qui devront effectuer une moyenne de 60 km aller-retour par jour !

Il est vrai que notre employeur va faire des économies car c'est sûr, certains de leurs coûts seront directement impactés sur leurs salarié-e-s ! Belle économie !!!

Et que dire des assurés ? Chacun a déjà eu besoin de près comme de loin de l'assurance maladie. L'assurance maladie est présente avec chacun-e d'entre nous de la naissance à la mort...

Qui s'occupe de prendre en charge les soins à la maternité ? L'assurance maladie

Qui s'occupe de rembourser les soins et les médicaments ? L'assurance maladie

Qui s'occupe de mettre en place un revenu de remplacement en cas d'arrêt maladie ou d'accident de travail ? C'est l'assurance maladie

Qui est là quand votre carte vitale ne fonctionne plus ? Ce sont les agents de la CPAM

Qui est là quand vous avez besoin d'aide pour vous connecter sur ameli.fr ? Ce sont les agents de la CPAM. Pour vous donner quelques chiffres : Savez-vous combien de personnes recevons nous chaque jour, ici, au Creusot ? C'est plus de 120 personnes... Que nous dépannons en cas d'urgence, ou pour fixer un rdv, ou pour débloquer une situation complexe mais TOUJOURS, nous aidons du mieux possible pour vous les assurés !!

MAIS ATTENTION, à l'automne, ce sera fini plus rien ne sera pareil !!

La direction souhaite mettre en place un point d'accueil mais sachez que nous recevrons uniquement sur rdv ! Qui veut dire rdv veut dire fini la centaine de personnes à l'accueil ! TERMINÉ la mise à jour de CV en un instant, TERMINÉ la boîte aux lettres pour tout vos courriers !

Quand vous aurez besoin de nous, vous vous retrouverez face à un interphone et nous ne pourrons pas vous répondre ! La Place sera au 3646 et ameli.fr !

Nous, agent d'accueil et employé-e-s, ne tolérons pas cette évolution ! Les SERVICES PUBLICS sont en train de mourir à petit feu... DOUCEMENT MAIS SUREMENT !

Alors, Nous avons besoin de VOUS pour défendre cette institution, notre sécurité sociale à tous et toutes les collègues du Creusot !!!

Nous vous conseillons d'envoyer un courrier à la directrice de la CPAM en le déposant dans la BAL AU Creusot ! Nous mettrons en place des pétitions pour garder une sécurité sociale au creusot.

Merci à tous pour votre écoute et bonne manifestation».

CHALON : Plus de 6000 personnes pour la 10^e journée de mobilisation

Après plus de deux mois de mouvement, l'Intersyndicale et la rue semblent toujours aussi inébranlables dans leur volonté de faire fléchir le gouvernement jusqu'au retrait de la réforme. À Chalon-sur-Saône, ils étaient 3500 selon la Police, et 6000 selon les organisations syndicales. Retour en images avec Info Chalon.

Bien que le mercredi 22 mars, **Emmanuel Macron** avait assuré, lors d'un entretien télévisé sur TF1 et France2, vouloir «réengager» le dialogue avec les partenaires sociaux sur les conditions de travail, pour répondre au «*besoin de justice*» exprimé dans les manifestations contre la réforme des retraites, affirmant au passage «*respecter*» les syndicats qui «*ont*



une légitimité quand ils défilent» (tout en les accusant de ne pas avoir présenté de «proposition de compromis» constructive sur le texte), c'est pourtant une fin de non-recevoir qu'a reçu, il y a quelques jours, le leader de la CFDT, **Laurent Berger**, lorsque ce dernier a proposé au gouvernement de mettre son texte sur «pause» à défaut de le retirer, comme un moyen «d'apaiser les choses».

Le chef de l'État a invoqué la décision «très attendue» à venir du Conseil constitutionnel, qui doit déterminer si le contenu du projet de loi et la façon dont il a été débattu sont conformes à la Constitution, comme un moment-clé qu'il faut respecter.

Mais est-ce si surprenant de la part de celui qui candidat en 2017 et qui disait qu'il préférerait les syndicats bien à leur place... c'est-à-dire dans l'entreprise ?

Mais force est de constater que ceux qui avaient misé sur un essoufflement du mouvement social contre les retraites se sont trompés car **la foule était au rendez-vous pour la 10ème journée de mobilisation, aux abords de la Maison des Syndicats.**

Sans atteindre le score de la 9ème journée de mobilisation, **ce mardi 28 mars, ils étaient 3500 manifestants selon la Police et 6000 selon l'Intersyndicale** (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, SUD-Solidaires, FSU).

Entamé mi-janvier, le mouvement, qui a connu des hauts et des bas mais a plutôt bien tenu, bénéficie même d'un second souffle depuis l'utilisation du 49.3, le 16 mars dernier avec, notamment, l'irruption d'un effectif croissant de **jeunes dans les cortèges** mais aussi l'**émergence de tensions et violences maintenant récurrentes**, avec le risque que les tensions montent encore d'un cran et que la crise politique empire.

Une situation qui a poussé les forces de l'ordre à prévoir **un dispositif de sécurité massif avec une quarantaine d'agents sur le terrain**, pour désamorcer de possibles débordements, à l'instar du Péage de Chalon Nord.

A noter que **l'opinion soutient toujours majoritairement le mouvement.**

La manifestation avait pourtant débuté dans une ambiance bon enfant mais le scénario tant redouté par le préfet de Saône-et-Loire, **Yves Ségué**, venu une heure et demi plutôt soutenir les forces de l'ordre, en visitant le commissariat de Chalon-sur-Saône, semble se confirmer.

Un peu plutôt déjà, lors du passage par la zone commerciale de Chalon Sud, un petit groupe a tenté sans succès de faire irruption dans la galerie marchande de Carrefour Sud.

Rassemblement sauvage, jets de projectiles, pétards, quolibets et utilisation de nombreuses cartouches de gaz lacrymogènes, la dixième journée de mobilisation contre la réforme des retraites a été marquée par des heurts à la Gare de Chalon-sur-Saône ce mardi.

MACON : 3000 personnes dans la rue ce 28 mars

La tension est montée sérieusement devant la préfecture ainsi que devant la mairie... À voir aussi, la vidéo de la manifestation devant la préfecture Cette 10ème journée de mobilisation aura vu quelque 3 000 personnes (selon l'intersyndicale) battre le pavé cet après-midi au départ de la rue de Paris, 1 400 selon la police.

Un arrêt a été marqué devant la préfecture, arrêt lors duquel des manifestant.e.s ont jeté des rouleaux de papier toilette par-dessus la grille.



Quelques policiers étaient postés en haut des marches. Certains sont descendus, casqués et avec boucliers, pour éteindre à l'extincteur et à l'eau les feux allumés par le papier toilette en feu juste derrière la grille.

Plus tard, devant la mairie, un jeune est monté sur le balcon. Il est redescendu de lui-même mais a été emmené au commissariat par les policiers, ce qui a échauffé quelques esprits.

Un groupe de manifestants s'est rendu devant le commissariat attendre sa sortie. Le jeune a rapidement été libéré après un contrôle d'identité et un rappel à la loi. Le groupe s'est alors dispersé ensuite dans le calme.

MONTCEAU : 10^e manifestation contre la réforme des retraites



Pour cette 10^{ème} journée de mobilisation contre la réforme des retraites, ils étaient encore au moins 3000 manifestants (selon les organisateurs), à s'être rassemblés sur la place de la mairie de Montceau-les-Mines.

Les prises de parole sur les marches de l'hôtel de ville se sont succédé et illustrent la détermination des opposants.

« Vote bloqué, vote forcé, la seule réponse aux manifestations reste la répression ».

« Le Conseil Constitutionnel peut censurer cette loi. Ce serait un apaisement social indéniable en accord avec le droit ! »

La caisse de grève qui avait récolté 650€ lors de la dernière manifestation a été distribuée pour moitié aux salariés d'Ormapost de Torcy qui après plusieurs jours de grève ont réussi à faire évoluer les propositions de la direction, concernant l'augmentation des salaires de 2,7 % à 5,7 %.

L'autre moitié était destinée aux salariés d'APERAM qui ont décliné le don estimant à être en capacité à assumer leur lutte en autonomie. L'argent sera remis à une autre entreprise en lutte !

Les manifestants ont pris la direction de la rue Carnot pour le défilé dans les rues du centre ville avec l'arrêt devant la permanence du député Margueritte aux cris de « Démission Macron ! ».

Le parcours s'est déroulé sans encombre, pas de changement de cap pour se rendre sur la RCEA, et le cortège a regagné la place de la mairie pour une dernière prise de parole.

« L'intersyndicale nationale a demandé une médiation qui a été balayée, rejetée par la 1^{ère} ministre et son gouvernement.

Il faut ancrer la lutte dans les entreprises, à l'intérieur des boîtes et remettre au goût du jour l'échelle mobile des salaires ».

29 mars 2023

MONTCEAU : C'était hier, histoire de ne rien lâcher...

Le nombre ne fait pas l'échec, non, aux dires de l'intersyndicale qui s'est de nouveau réunie place Saint-Pierre ce mercredi après-midi. L'important, pour elle, est de continuer à communiquer, à informer jusqu'au bout, jusqu'à ce que la réforme soit abrogée et chacun et chacune alors de le croire, dur comme fer.

Être soixante-dix aujourd'hui, c'est compréhensible pour les participants. « La veille 3 000. Il faut aussi comprendre que continuer la grève est difficile pour chacun et chacune, l'engagement financier qui en découle est de plus en plus difficile à supporter à la vue de l'inflation qui court et couve encore pour des semaines et même des mois à ce qui est annoncé. »

Beaucoup de personnes, dans la manifestation, analysent le mouvement en cours et trouvent normale que le nombre de participants soit fluctuant, au rythme possible de chacun. Certes « un grand nombre, un quatre chiffres, donne du baume au cœur et la moyenne sur Mâcon est déjà en soi énorme, du jamais vu jusqu'alors », clament encartés ou non.



Un petit tour jusque devant la permanence du député Dirx... « son absence, son silence sont si habituels, coutumiers, malgré la présence de policiers pour surveiller du vide de présence humaine du représentant du peuple » s'indignent certains.

Et la "petite" manif du jour de repartir vers la D906, l'ancienne nationale, l'avenue Édouard Herriot qui aura une circulation bloquée "pour la bonne cause" assurent les garants du mouvement social inscrit, pour eux, dans la durée.

Un petit tour et puis s'en vont ?... « Non ! Ce n'est pas dans l'air du temps » clament-ils à qui veut l'entendre.

Ce jeudi, un appel contre les violences policières, appel national à se rassembler devant chaque préfecture, chaque sous-préfecture dès 19 heures. Les Soulèvements de la Terre, ainsi que d'autres organisations telles que la Confédération Paysanne, ATTAC et le mouvement Bassines Non Merci ont appelé à ces manifestations « en soutien aux deux manifestants dans le coma, aux blessés et blessées de Sainte-Soline et du mouvement contre la réforme des retraites, pour la fin des violences policières. » Ainsi devant la préfecture de Mâcon, rendez-vous lancé cet après-midi devant la permanence du député.

31 mars 2023

SAONE ET LOIRE : CGT Cheminots et Mines Energie font caisse commune



« Cette fois-ci, la CGT Cheminots a fait caisse commune avec Mines-Énergie (ex-EDF-GDF) et cela fonctionne bien, indique David Fayard, secrétaire départemental CGT Cheminots. Cela permet à chaque manifestation de financer une trentaine de repas aux grévistes de Chalon, Louhans et Chagny, sachant qu'ils font la même chose à Mâcon et à Montchanin. »

L'argent collecté permet aussi, localement, de monter un stand de café et de vin chaud pour tous les manifestants sans distinction. « Chacun donne ce qu'il veut ou pas. C'est le principe. Il y a même des gens qui ne boivent pas mais qui donne de l'argent, explique David Fayard. Cela permet de se réapprovisionner pour la fois suivante. »

• Des compensations financières à venir

Quant aux pertes de salaires pour les grèves, la CGT Cheminots de Saône-et-Loire s'adresse directement à la fédération ou à la confédération. « Il y a une caisse de grève spécialement conçue pour dédommager les salariés. Celle-ci est alimentée exclusivement par des dons. Une personne a même donné 100 000 € à elle seule, relate David Fayard. Certains cheminots cumulent entre 15 jours et trois semaines de grève. Nous venons de faire remonter nos besoins mais si un cheminot non syndiqué vient nous voir avec sa feuille de paie pour une aide, nous sommes aussi là pour l'aider », précise-t-il. À la CGT Cheminots, on reste corporatiste.

MONTCEAU : En mars, 2026 € collectés dans les cortèges montcelliens

Elle a tourné dans trois manifestations organisées à Montceau-les-Mines en mars. Ce mois-ci, la caisse de grève a été abondée à hauteur de 666 € le 7 mars, 636 € le 23 et 724 € le 28. Soit un total de 2 026 €.

À ce jour, la caisse, dont l'argent est placé dans un coffre, compte 1 693 € ; 333 € ayant été cédés mardi au délégué CGT d'Ormapost Torcy, en grève pour les salaires en début de mois. « Merci aux donateurs ! », a-t-il déclaré mardi lors de la 10e mobilisation contre la réforme des retraites. Lequel reversera la moitié de la somme au comité social et économique de l'usine et l'autre moitié au syndicat CGT.

Pour l'heure, l'intersyndicale ne s'est pas prononcée sur la destination du reste de la cagnotte. Sollicitée pour en percevoir une partie, l'intersyndicale d'Aperam Gueugnon a décliné mardi, préférant qu'elle bénéficie « à une petite entreprise ».

• Deux options

Deux options s'offrent alors. « Ou bien l'argent sera reversé à une entreprise locale en grève, ou bien à l'association nationale de gestion de la caisse de grève de la CGT, laquelle la versera au profit de salariés en lutte », indique Jean-Pierre Meneghel, membre CGT de l'intersyndicale du Bassin minier.

Les autres syndicats « reversent pour leur part une partie de leurs cotisations à leurs syndiqués grévistes », poursuit le cégétiste. Ancien de Robot Coupe Montceau, lui se souvient d'une caisse ayant totalisé... 120 000 francs (27 200 €) à l'issue d'une action de sept semaines en 1995.